

uni action

Les révolutionnaires sont finalement devenus les plus arriérés de tous les Occidentaux sans cesser d'être les plus perturbateurs.

Auguste Comte

Rédaction :
Paul-Eugène Rochat
7, ch. de Grande-Rive, Lausanne

Administration :
Jean-Philippe Chenaux
4, av. Edouard-Rod, Lausanne

Paraît 10 fois par an

Abonnement annuel :
Fr. 3.-

CCP II 224 94 Lausanne

REVUE ÉTUDIANTE D'ACTION CIVIQUE

LES gauchards optimistes qui annonçaient la faillite du journal après chaque numéro devront se faire une raison : Uni-Action est là, bien là et se porte le mieux du monde. Les moins bornés de nos adversaires ont compris qu'il faudrait dorénavant compter avec nous. Les positions que nous n'avons cessé de défendre sur le syndicalisme sont apparues comme le bon même à une large majorité des étudiants et il ne se trouve plus guère qu'un conventicule de fanatiques pour continuer à soutenir la thèse farfelue du syndicalisme engagé.

MAIS nous n'avons pas voulu donner à ce succès le sens d'une approbation intégrale à notre revue étudiante. Au contraire, nous avons considéré que l'intérêt que rencontraient notre initiative nous faisait une obligation de chercher pour UNIAC une formule répondant mieux encore au désir de nos lecteurs.

UNIAC 63, vous le constaterez, présente un visage nouveau. Il le doit aux trois décisions suivantes :

1. Améliorer la présentation typographique du journal en choisissant, notamment, un format plus grand que le précédent ;
2. Donner la possibilité de s'exprimer à des étudiants indépendants désireux d'affirmer, en même temps que leur refus du communisme, leur avis sur les problèmes politiques, économiques et sociaux du pays. Il y aura certainement des divergences d'opinion. Elles ne sont pas faites pour effrayer les fédéralistes que nous sommes ;
3. Consacrer, dorénavant, une partie plus importante du journal à des questions doctrinales ainsi qu'à la vie littéraire et artistique.

CE programme ne manque pas d'ambition lorsqu'on le compare aux faibles moyens matériels dont nous disposons. Mais la bonne volonté et la collaboration de nos amis permettra, nous n'en doutons pas, à Uni-Action de poursuivre favorablement sa carrière.

UNIAC.

RÉGRESSISME

Ceux qui se sont donné le nom de « progressistes » fondent leur théorie sur deux propositions essentielles qu'ils se gardent bien de démontrer pour des raisons sur lesquelles nous n'aurons pas la cruauté de nous attarder. Le premier de ces « postulats » est que « le communisme est inévitable ». D'où ils tirent la conclusion qu'il convient de s'en rapprocher sans heurts, par des voies pacifiques, sans toucher au mobilier des bourgeois qui, pour se faire pardonner de ne pas être manœuvre-balai, jugent de bonne politique d'aider les formations d'extrême-gauche ; par exemple en laissant les pires cryptos envahir la presse quotidienne. Ces bons apôtres se sont en somme donné pour tâche de préparer le terrain. La seconde proposition est que « le communisme va se « libéraliser ». Les bourgeois de Budapest et autres lieux vont donc devenir végétariens, les libertés individuelles, mises provisoirement (?) au vestiaire, vont fleurir derrière le rideau de fer, à l'ombre des miradors. Ainsi, il ne restera plus qu'à se tendre la main par-dessus le mur de la honte (en prenant garde de ne pas s'accrocher aux barbelés). Les lendemains chanteront, la raison tonnera en son cratère, les petits oiseaux feront cui-cui sur les branches en fleur, les hommes seront tous bons et également intelligents, n'étant plus corrompus par la société juste qui pourra être construite. Tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Malheureusement, le communisme ne peut pas se « libéraliser ». Jamais il ne s'est installé sur une quelconque partie du globe avec le libre consentement des populations. Jamais, aucun peuple ne l'a librement adopté. Sans système policier, sans censure systématique, il ne pourrait se maintenir. Il suffit que l'étau se déserte quelque peu et c'est la révolte que l'on noie dans le sang, c'est Berlin (1953), Poznan et Budapest (1956).

En outre, il n'y a plus rien à préparer. L'URSS est en train d'abandonner le système économique « socialiste » sur la pointe des pieds et, inversement, les pays d'Occident sont devenus autrement révolutionnaires en matière sociale que le régime pharaonique du Kremlin. On peut définir l'économie communiste par trois

caractères : planification centralisée, collectivisme bureaucratique et condamnation de l'économie de marché. C'était le système appliqué jusqu'à ces derniers temps. Mais l'an passé, au Congrès du PCUS, on a répudié la doctrine en catimini. Remarquons les points suivants : le plan quinquennal n'est plus un ensemble de commandements économiques rigides mais un programme qui ne prévoit en quantité que de grands chiffres et en qualité que des normes générales. On sait d'ailleurs que depuis 1958, chaque « Etat » de l'Union Soviétique élabore son propre plan, contrôlé par Moscou certes, mais capable d'instaurer une planification plus souple, proche de certains pays occidentaux. En outre, on active l'économie par ses règles propres (crédits, prix, profit, concurrence) et non pas par les normes économiques du marxisme.

Les chefs d'entreprises organisent leur production par leur initiative et d'après le critère de rentabilité. Nous sommes en plein capitalisme. Il s'agit donc d'employer pour « rattraper et dépasser » (puis écraser) les « pays capitalistes » des méthodes capitalistes, les communistes s'étant révélées catastrophiques. Après l'écrasement, les théoriciens marxistes espèrent être seuls concurrents, ce qui rendrait évidemment la compétition plus aisée. Ils pourraient même appliquer, sans crainte cette fois de comparaison fâcheuse avec un autre système, les principes démentiels des barbus du Manifeste. Mais une économie « capitaliste » n'est pas pour autant une économie libérale.

L'appareil du parti demeure. Et le parti, lui, est centralisé. Résumons les idées des articles 126 et 141 de la constitution soviétique toujours en vigueur. Le Parti Communiste de l'Union Soviétique (PCUS) rassemble ce que l'on considère comme l'élite de l'URSS et contrôle toute activité collective, que ce soit le travail (les syndicats), l'organisation des loisirs ou les institutions politiques : on sait qu'il est seul à accepter les candidatures aux élections. D'autre part : toute organisation qui n'aurait pas le parti comme « noyau dirigeant » serait anti-constitutionnelle.

(Suite en page 2)

Bib. Cantonale et Univers.
Palais de Rumine
Lausanne

Le communisme, stade suprême de la démocratie ?

Si j'accepte aujourd'hui d'écrire dans « Uniac » je tiens à préciser les conditions de cette participation. Je suis et resterai indépendant à l'égard de l'équipe qui dirige ce journal ; pas plus que je ne me sens lié par leurs articles ou prises de position, pas plus eux-mêmes n'assumeront-ils la responsabilité de ce que je pourrai dire ou écrire.

Qu'est-ce que la démocratie ? Ce terme couvre une multitude d'idées différentes et opposées, engendre les pires confusions, donne naissance à des querelles interminables. Plutôt que d'en donner une analyse complète, une définition exhaustive contentons-nous d'en dégager les principes. Sans faire d'originalité, on doit en admettre deux : l'égalité, la liberté. Dans la doctrine, ces deux idées sont solidaires et interdépendantes mais cela ne signifie pas qu'elles se réalisent simultanément. Il est clair que la marche à l'égalité se fait plus rapide et directe. Cela tient, en partie, aux contingences du monde actuel, plus encore, au moteur psychologique différent. La première notion ne vise qu'à répartir les pouvoirs et les biens entre les hommes. Son absence est vite ressentie, l'exigence rapidement proclamée. La liberté est une aspiration non à ce qui existe mais vers une virtualité ; c'est le contenu spirituel. La revendication égalitaire est la forme fruste de l'idéal démocratique, le point d'appui pour atteindre l'image plus élevée.

On comprend ainsi pourquoi, suivant que l'on se réclame plus de l'un ou de l'autre, le régime régnant en Angleterre et celui en vigueur en Russie peuvent porter le même titre. Le mouvement communiste traduit l'aspiration égalitaire au

détriment du contenu spirituel. Cela explique sa puissance. Les optimistes diront qu'il n'est que d'attendre un niveau plus élevé de vie spirituelle, un développement accru de la personnalité pour voir apparaître la revendication de la liberté. Les utopistes se contenteront de la promesse qui voit dans la disparition du capitalisme la condition unique de cette liberté.

Si l'on s'en tient au principe d'égalité qui semble l'emporter aujourd'hui à l'Est comme à l'Ouest, la liaison entre la démocratie et le communisme peut être établie de manière plus profonde encore. Dans l'acceptation courante de la démocratie, de quelle égalité s'agit-il ? Il ne fait pas de doute qu'elle s'applique uniquement au domaine politique. Mais pourquoi la restreindre du moment qu'on l'admet en tant que principe : son développement doit être général et englober en plus du politique, l'économique et le social. Si chacun gère les affaires communes de la nation, de quel droit lui refuser la conduite des affaires privées de l'industrie ? Si chacun est roi, pourquoi ne serait-il pas patron ? Si Bolomey, par le suffrage, peut diriger la Suisse, pourquoi par le même suffrage, et à plus forte raison, ne pourrait-il diriger Nestlé ?

Il est clair que si je ne partage pas toutes les idées de ce journal, je ne suis pas pour autant communiste. Je suis d'autre part partisan d'une certaine logique et lorsque celle-ci me montre un tel aboutissement, je me mets à douter du point de départ du raisonnement. Ce sera l'objet d'un prochain article.

Jean-F. BRUTTIN.

RÉGRESSISME

(Suite de la première page)

On sait enfin que le parti rassemble 8 millions de personnes sur près de 225 millions d'habitants. Ce qui revient à dire que l'URSS est entièrement mobilisée au profit d'une minorité de « supercitoyens », de privilégiés. Si les prérogatives que nous venons d'énumérer ne sont pas des privilèges, qu'on nous explique ce que c'est ! On voit donc qu'une institution bolchévique a été conservée intacte : l'esclavagisme, qui est à la base du régime. Voilà bien la « Nouvelle classe » dont parlait Milovan Djilas : les forces vives de la nation confisquées au profit de petits rois dont le pouvoir ne connaît aucune limite.

Il y a mieux : la transformation de l'économie soviétique en économie capitaliste s'accompagne d'un renforcement du parti (annoncé par Krouchtchev au dernier Congrès). L'appareil s'organise en deux branches ; l'une est préposée à l'animation et à la surveillance de l'agriculture, l'autre à celles de l'industrie. Le PC se dédouble ainsi au niveau de la république fédérée,

de la région et de la province. On est en pleine tyrannie systématique.

Voilà ce que soutiennent, contrairement à ce qu'ils croient, les « progressistes ». L'installation du régime des petits copains pour regonfler une baudruche philosophique passablement aplatie par cent quinze ans d'existence et près d'un demi siècle d'application. Les progressistes se dirigent allègrement vers l'âge de la pierre taillée. Une seule note gaie dans cette histoire. Les bourgeois qui font le jeu des gens de Moscou en espérant obtenir un statut de petits copains en « démocratie populaire », se font de lourdes illusions. Même serviable et souple l'échine, « l'ennemi de classe » reste épurable ; comme un vulgaire « réac » d'Uni-Action. Et c'est la déconvenue de ces misérables qui fournirait l'élément comique de la catastrophe. Aussi triste que soit son cas, Bourbouroche reste un personnage drôle.

J.-P. M. et PER.

Lisez UNIACTION, faites-le lire à vos amis.
ABONNEZ-VOUS en versant Fr. 3.- au
CCP II 22 494, Lausanne.

Assistez aux CONFÉRENCES d'UNI-
ACTION (les dates seront indiquées par
affiches ou convocations sur demande).

CONTRASTES

Un jeune professeur disait dernièrement la joie qu'il éprouvait à enseigner de jeunes Africains, si curieux de tout que leur enthousiasme doit être souvent réfréné. Il évoquait aussi ce jour de la rentrée des classes, où maint négrillon, pour être admis à l'école, cache son âge véritable ou, en raison d'un nombre limité d'élèves, attend plusieurs jours dans la cour, avec une centaine d'autres, dans l'espoir de prendre la place d'un ami renvoyé.

Le récit de ce maître m'a laissé songeur... Si je devais parler aux Africains des élèves de mon pays, je ne pourrais les caractériser de manière aussi flatteuse et je crains même que les petits Noirs, qu'on gratifia longtemps d'une commisération d'école du dimanche, n'aient aujourd'hui, dans leur dénûment, beaucoup à leur apprendre. Privilégiés, au-delà de toute mesure, nos élèves considèrent comme un dû ce que d'autres regardent comme une insigne faveur. Mais ce droit naturel à l'instruction, combien souvent il leur pèse : il devient pour eux, vraiment, le plus ennuyeux des devoirs. N'est-il pas affligeant de voir aujourd'hui, et dans nos collèges secondaires, de si nombreux élèves que rien, visiblement rien n'intéresse, hormis des niaiseries de toutes sortes. Ils traînaient au fond des classes, attendant la « récré » pour lire je ne sais quel inepte magazine, se précipiter aux lavabos pour refaire quelque frison imité d'Halliday ou de B. Bardot, et non sans s'être fait remarquer, l'heure durant, par une remarquable ignorance. Enfants le plus souvent victimes d'une époque décadente qui obscurcit et dégrade l'esprit par des lectures et des spectacles malsains dont la rue, partout, vante le scandaleux attrait, enfants victimes de dissensions familiales et laissés à eux-mêmes, enfants choyés, gâtés, corrompus par des parents qui les soutiennent jusque dans leurs faiblesses mêmes. Heureux petits Noirs ! Puissiez-vous garder intact votre enthousiasme, qu'une société malade ne menace point encore. Quant à moi, je voudrais souvent m'exclamer, ainsi que Renan : « il n'y avait dans la maison aucune punition ; il serait plus exact de dire qu'il n'y en avait qu'une, l'expulsion. A moins de faute très grave, cette expulsion n'avait rien de blessant ; on n'en donnait pas les motifs : « Vous êtes » excellent, jeune homme, mais votre esprit » n'est pas ce qu'il nous faut ; séparons-nous nous amis ; quels services puis-je vous » rendre ? » Tel était le résumé du discours d'adieu du supérieur à l'élève congédié. On prisait si haut la faveur de participer à une éducation tenue pour exceptionnelle, que cette paternelle déclaration était redoutée comme un arrêt de mort ».

R. G.

L'ONUFICATION PAR LA FORCE

A la grande satisfaction des marxistes et des piliers de la Haute Finance internationale, l'affaire katangaise s'est terminée de la manière que l'on sait. Quelque trois cent civils et militaires ont péri dans les combats contre l'ONU ; ils refusaient, ces inconscients, de saluer bien bas ce nouveau chapeau de Gessler qu'est, au Congo, le casque bleu et de se plier à l'anarchie généralisée qui caractérise depuis 1960 l'indépendance congolaise.

Aussi pensons-nous qu'il n'est pas inutile de rappeler aux amnésiques de toutes tendances les articles 1 et 2 de la Charte des Nations-Unies : « Les buts de l'ONU sont les suivants : maintenir la paix (...) et réaliser par des moyens pacifiques, l'ajustement et le règlement des différends etc... Aucune disposition de la présente Charte n'autorise l'ONU à intervenir dans les affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un Etat. »

On est donc étonné de n'avoir pas vu le traditionnel défilé des pacifistes patentés devant les ambassades responsables d'un conflit déclenché manifestement par les « Nations-Unies » (sic) sérieuses de renflouer financièrement leur catastrophique « opération Congo ». Où sont passés les membres du Conseil Mondial de la Paix ? Cette organisation aurait-elle été dissoute ? En raison du manque d'occa-

sions de se manifester, sans doute. Ou alors doit-on penser, chose inconcevable, que le Mouvement de la paix est orienté politiquement ? Nous n'osons y songer !

Une voix pourtant s'est élevée dans cette conspiration du silence ; celle du Dr. Albert Schweitzer qui, dans deux déclarations faites au quotidien La Dernière Heure, de Bruxelles, a condamné l'action de l'ONU.

« L'indépendance du Katanga existe d'elle-même par le fait que l'empire du Congo belge n'existe plus ; que vous (M. Spaak) et tels autres vous ne le reconnaissez pas, n'enlève rien à cette indépendance... Aucun des deux Etats n'a le droit d'entreprendre quoi que ce soit contre l'autre, pour imposer telle ou telle obligation qui relèverait de l'ancien Etat congolais. »

Que le Katanga et le Congo se partagent de façon raisonnable leurs revenus, est un aimable euphémisme, pour dire que le Katanga sera obligé d'abandonner ses revenus à l'Etat du Congo, qui n'a que des dettes.

Ainsi U-(bu)-Thant a réussi, en coup de maître, cet exploit qui consistait à relever le prestige de l'ONU en baisse de-

puis les affaires de Hongrie et de Berlin. Il est d'ailleurs symbolique que, au moment où les troupes de l'ONU lançaient leurs misérables bulletins de victoires au Katanga, le secrétaire de la même ONU annonçait modestement la fin de la mission (extérieure) des Nations-Unies... en Hongrie.

Les fiers troupiers onusiens ont réduit à coups de canon la résistance des Katangais qui prétendaient, envers et contre l'ONU, avoir droit à l'indépendance.

Une indépendance obtenue sans viols, ni pillages constituait un regrettable précédent et n'était même pas concevable dans l'esprit du plus évolué de tous les anticolonialistes professionnels occidentaux.

Il fallait alors mettre à la raison ces noirs katangais, en contradiction avec l'idéal si cher aux héritiers de la thèse du « bon sauvage » qui, fidèles à eux-mêmes, estiment qu'il sera plus facile de ramener les Katangais à la brousse plutôt que d'essayer de « re-civiliser » le reste du Congo...

Au moins de cette manière tout le monde est-il content : le cours du cuivre est sauvé et il subsiste une petite lueur d'espoir de voir naître un jour un nouveau Congo, communiste et anthropophage, l'un n'excluant certes pas l'autre.

Jean-C. CHOFFET.

Zozologie

Cela prend maintenant des dimensions d'épidémie ! La presse agonise, la littérature est frappée ! On a beau se répéter que l'un des grands avantages de l'imprimerie c'est de multiplier les coquilles et d'accumuler les fautes d'orthographe, on n'arrive pourtant pas à imputer aux typographes les assemblages hétéroclites de mots dépourvus de sens. On songerait, de prime abord, à mettre ce charabia à la charge d'un régime dit pourri, qui veut écarter de la Culture les hommes les plus dignes d'y accéder... Ah ! si l'on avait ouvert à ces génies méconnus les portes de la science, ils ne commettraient pas ces erreurs !... Seulement, force est d'abandonner cette idée lorsque l'on constate que les auteurs les plus obscurs sont justement ceux qui prétendent déjà à une certaine formation intellectuelle. Je ne songe en ce moment ni à une critique cinématographique de la Tribune de Lausanne, ni à Anne-C. Ménétreay, licenciée en lettres, dont l'article sur Helsinki, paru dans Les Voix Universitaires, appelait une traduction française, ni à tant d'écrivains bien pensants ; ma sympathie va plutôt à un autre incompris qui manie impunément dans Coopération la calomnie et l'ineptie ; j'ai nommé « Panurge ». Rassurez-vous, il n'a aucune parenté avec le malin personnage rabelaisien ! Il ne s'agit que d'un pseudonyme trouvé au hasard du dictionnaire... Ledit Panurge, dans le deuxième numéro de Coopération de cette année, s'est surpassé, comme le

prouve, entre autres, la phrase suivante : Dans une courte introduction qui retrace ses premiers contacts avec l'odeur militaire, il glisse cette vérité élémentaire la plus sérieuse : ce florilège et vient une citation du livre analysé.

C'est peut-être la juste indignation qui a ébranlé la raison de ce preux antimilitariste et qui, l'étouffant, ne lui a plus permis que de hoqueter sa haine, pêle-mêle avec ses visions de poète social. Mais y a-t-il là une explication ? En général, le style est vivifié et non embrouillé par une violente passion !... Si donc la force des sentiments ne peut justifier ce chaos littéraire, que faut-il invoquer ? Le manque total d'idées que l'on essaye de pallier par le verbiage ? Le défaut de sens critique ou de sens du ridicule ? Ces allégués sont peu satisfaisants. Je verrai plus volontiers dans la phraséologie de tant de « défenseurs du peuple », dans leur crainte de la clarté une preuve de malhonnêteté et d'hypocrisie. Evidemment, pour faire de la démagogie, on est à l'aise dans les périphrases obscures, les antithèses sentimentales, les allusions morbides, les comparaisons calomnieuses. On prétend s'adresser au peuple, c'est-à-dire à « l'élément sain de la nation » et on lui parle un langage sibyllin, jouant sur son goût des mystères pour le charmer et l'endormir. Et ce qu'il y a de tragique, c'est que ces tribuns se prennent à leur propre jeu ; ils finissent par voir de la profondeur là où il n'y a que du vide, de la spontanéité, là où il n'y a que du désordre, de la nouveauté, là où il n'y a que de l'ignorance.

Suzette MONOD.

L'endoctrinement du tiers-monde

On sait que l'Université Patrice Lumumba pour l'amitié entre les peuples a rencontré depuis une année pas mal de difficultés avec les pays d'Afrique et d'Asie dont elle est destinée à recevoir les ressortissants. Ainsi, la Birmanie, le Népal, l'Ethiopie et les Philippines ont refusé le visa à leurs jeunes qui désiraient se rendre dans cette université moscovite. L'Inde, de son côté, a posé des conditions très sévères. D'autre part, le racisme rencontré à Moscou par les Africains (cf le passionnant ouvrage de l'Ougandais André-Richard Amar : « Un étudiant à Moscou ») ne les a pas enthousiasmés outre mesure. L'Uni P. Lumumba étant réservée aux « sous-développés », c'est très exactement de la ségrégation. Et les Africains non encore endoctrinés n'ont aucune raison de trouver sublime chez Krouchtchev ce que celui-ci trouve honteux chez Barnett.

Mais ces difficultés n'empêchent nullement les communistes d'intensifier leur propagande à l'intention du Tiers-Monde. Et l'Université Lumumba peut être considérée comme le début d'une offensive de grand style en vue de créer plusieurs centres de propagande culturelle qui doivent préparer la pénétration politique des continents en voie de développement. Déjà, elle sert de modèle à d'autres institutions du même genre qui vont être créées dans certains pays du bloc communiste.

La Chine envisage la création à Changai d'une université du même type. En République Démocratique Allemande, le secrétariat d'Etat aux universités se propose de transformer l'actuelle université « Wilhelm Pieck » (Ecole supérieure des jeunesses communistes) à Bernau en « Université de l'amitié entre les peuples ». (Suite en page 4)

« LA CANAILLERIE »

M. Aragon, russophile comblé et futur académicien, a chanté de façon émouvante les vertus de la police de Béria, figure dialectique de l'héroïsme (« vive le Guépéou contre le pape et les poux, vive le Guépéou contre la famille », etc.) ; les pourvoyeurs des camps de concentration ont donc trouvé leur poète.

Malheureusement pour M. Aragon et ses amis, des voix discordantes se sont élevées ces derniers temps. Alexandre Soljenitsyne vient de dire ce que fut son calvaire dans les geôles staliniennes. Les appels épuisants dans le froid, le travail par —40°, affamé, presque sans vêtements, la surveillance constante par des brutes armées du knout (recrutées, souvent, chez les condamnés de droit commun), le sadisme, l'aviilissement physique et moral, le désespoir. Kolyma, Karaganda, Vorkouta, Norylsk surclassent en horreur tous les camps de la seconde guerre mondiale.

Rappelons brièvement quelques chiffres. En 1928 commence la persécution des petits propriétaires que l'on envoie scier du bois dans le Nord ; Molotov déclare en 1934 que sur 5,5 millions de paysans étiquetés « koulaks » en 1929, il n'en restait plus que 140 000 (soit la population de la Suisse réduite à celle de la ville de Lausanne...). Aux victimes de la collectivisation s'ajoutent celles des grandes purges de 1936-37 et de la répression des activités nationalistes en Ukraine et dans les « Etats » non russes. Depuis mai 1961, on déporte pour une durée de deux à cinq ans les « oisifs, fainéants, parasites et autres éléments antisociaux »... On trouve ainsi 15 millions de détenus en 1938, 17 millions en 1948 (19 selon le communiste espagnol El Campesino) et environ 20 millions entre 1953 et 1956. Le taux de mortalité pour l'ensemble des camps oscille entre 10 et 15 %.

Et Khrouchtchev voudrait nous faire croire que son prédécesseur est seul responsable du génocide ! La « bureaucratie » concentrationnaire devait occuper, à elle seule, un bon million d'individus ; ce qui implique des ramifications énormes dans la vie sociale et économique de

L'ENDOCTRINEMENT DU TIERS-MONDE (Suite de la page 3)

La Tchécoslovaquie, elle aussi, va créer un établissement similaire qui s'appellera « Université du 17 Novembre » (en souvenir du 17 novembre 1939, date de la fermeture des universités tchèques par l'occupant allemand). Ont été pressentis : comme recteur, M. Martinec (théoricien du PC tchécoslovaque) et comme prorecteur, M. Stepanec (secrétaire de l'Union Internationale des Etudiants dont le siège est à Prague et qui est d'obédience communiste). Elle sera inaugurée cette année et travaillera « à plein rendement » avec 3000 étudiants.

Il conviendra de suivre avec la plus grande attention les efforts que font les pays de l'Est en vue de créer une « intelligentzia » philocommuniste dans les pays sous-développés. C'est pourquoi, très prochainement, nous reparlerons ici de l'Université Patrice Lumumba pour l'amitié entre les peuples, des conditions d'admission, de son organisation et de l'enseignement qui y est donné. PER.

l'Union soviétique. Sans la complicité masquée du Parti et l'aide empressée de quelques-uns, Staline n'aurait jamais pu faire des camps de concentration un Etat dans l'Etat.

Mais tout aussi condamnables sont, en définitive, ceux qui ont nié, contre toute évidence, l'existence de ces camps, alors que clamer la vérité n'aurait en rien mis leur vie en danger. Nous voulons parler de l'attitude abjecte des communistes suisses en 1949, lorsque David Rousset, ancien déporté, lança une campagne contre les camps de concentration soviétiques. Voici ce qu'écrivait Jean Vincent dans la Voix Ouvrière (21. 11, 3. 12 et 5. 12 1949) : « La campagne démesurée de calomnies et de diffamations qui s'est instaurée contre l'Union soviétique et son gouvernement est une canaillerie... Il s'agit de réchauffer les thèmes du vieil antisoviétisme du plus mensonger, du plus imbécile (la commu-

Hécate et les siens

Lisez les publications des communistes, écoutez leurs discours : c'est touchant. D'un bout à l'autre de la terre, ils forment une immense fraternité. Ils luttent épaule contre épaule, pour la bonne cause. Ils professent les mêmes principes et des chefs rivalisant de génie les conduisent dans la direction qui sera forcément la bonne.

Mais quand on examine la réalité, quelle différence ! Un proverbe assure que les loups ne se mangent pas entre eux. Bien sûr qu'ils se dévorent, et de quel appétit ! Faut-il rappeler le souvenir de ces vieux compagnons de Lénine, que les tribunaux de Staline condamnèrent et que ses bourreaux firent disparaître ? ou encore la tragédie que dut vivre Trotzki, le créateur de l'Armée rouge, traqué d'un pays à l'autre comme une bête immonde et qui succomba au quarante-quatrième attentat ? Si l'on considère le total des communistes mis à mort pour des motifs d'ordre politique, la plupart d'entre eux laissèrent leur peau à la suite de « désaccords » idéologiques ou prétendus tels. Après tout, Staline est, de très loin, l'homme qui a liquidé le plus de communistes ; et si la machine, depuis lors, a quelque peu ralenti, elle tourne encore. D'ailleurs, toutes les révolutions se ressemblent. Elles commencent par exterminer leurs adversaires. Ensuite, les « nouveaux messieurs » se brouillent entre eux. On voit alors un Robespierre qui expédie à la guillotine les « frères » qui le gênent ou qui ne pensent pas comme lui. Enfin, c'est Robespierre lui-même qui râle, couché au fond de la charrette et qu'on pousse à moitié mort sous le couperet, avec sa mâchoire fracassée. Et voici Jagoda, le grand policier de Staline, arrêté à son bureau par ses subordonnés de la veille ; puis Béria, son successeur, liquidé en vitesse puis frappé d'une condamnation sans doute posthume. Dans les Etats satellites, mêmes procédés. Imre Nagy et Maleter livrent leur pays, la Hongrie, aux maîtres soviétiques. Mais ils prennent au sérieux la déstalinisation. Fausse manœuvre ; les voici à la potence, qui se balance doucement au vent de l'Est. Gageons que, dans un nombre d'années

nauté des femmes (?), les enfants livrés aux cannibales, les prisonniers dévorés par les poux... ». Si Moscou refuse des commissions d'enquête dirigées par le Figaro et la Gazette de Lausanne, c'est qu'elle ne veut pas ouvrir son territoire aux « espions américains » (sic). Le 23 décembre 1950, la Voix Ouvrière rapportait avec complaisance les propos de Mme Vaillant-Couturier, collègue de Louis Aragon au Comité Central du Parti communiste français, qui, à la question de savoir s'il y avait des camps de concentration en URSS, répondait avec impudence : « Je sais qu'il n'existe pas de tels camps en Union soviétique. Le régime pénitentiaire y est le plus souhaitable du monde entier » !

A quand la « déstalinisation » de ces apologistes du crime qui, aujourd'hui encore, jouent les directeurs de conscience dans les milieux soi-disants humanitaires du communisme et du progressisme ?

Jean-Philippe CHENAUX.

difficile à évaluer, lorsque la partie socialiste de l'humanité s'engagera dans la phase finale du processus de dékrouchtchévisation, ces deux pendus seront réhabilités, proclamés travailleurs de choc honoraires, on logera leur buste sur la corniche d'un quelconque Palais de la culture.

Que resterait-il aujourd'hui de nos communistes, si le régime de leur rêve avait triomphé chez nous ? Pensez un peu aux premiers camarades helvétiques, ceux de 1918. Parmi les meneurs de la grève générale, en novembre, il y avait un nommé Grimm, un des animateurs du « soviét » d'Olten. Vingt ans plus tard, il dirigeait la compagnie du Loetschberg, et pas pour un salaire de préposé à la manœuvre. Un autre membre du « soviét », journaliste de son état, célébrait la grippe espagnole qui fit mourir trois mille soldats : la grippe, selon son expression, vengeait les travailleurs. Cet écart de plume n'empêcha pas son auteur, qui s'appelait Nobs, de devenir le premier conseiller fédéral socialiste. Voilà deux révolutionnaires qui refusèrent de rompre avec l'Etat capitaliste, et ils s'en trouvèrent bien. L'un de leurs compagnons, sans doute moins intelligent, gagna l'univers soviétique. En somme, il quitta son pays pour sa patrie. Vers 1927, il disparut à l'occasion de quelque « purge ». Il s'appelait Platen. L'un ou l'autre de nos absurdes pèlerins moscovites rapportera-t-il un jour des précisions ?

En somme, si la Suisse venait à basculer du côté soviétique, beaucoup de nos adversaires y passeraient avant nous. On assisterait à des règlements de compte, à des dénonciations mutuelles comme cela s'est fait partout ailleurs. La première page des journaux exposerait en détail les turpitudes relatives aux « épurés ». L'un n'aurait jamais rien compris aux aspirations des travailleurs ; l'autre aurait, dans les questions agricoles, favorisé le point de vue chinois.

Ces gens, qui nous accusent de nous lier à l'Etat « bourgeois et capitaliste », ne se doutent pas qu'il est beaucoup plus nécessaire à leur tranquillité qu'à la nôtre. Car nous pourrions survivre à sa disparition ; eux pas.

Cassandra.